

Questions orales

canadiens se posent toujours. Nous devons négocier. J'exhorte la députée à lire la décision, afin de bien comprendre ma préoccupation. Nous devons négocier un nouvel ensemble de règles, afin de protéger notre industrie, nos travailleurs et nos citoyens contre ce genre de harcèlement commercial.

* * *

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

LE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie étant absent, je pose ma question au ministre des Finances. Hier, en essayant sans grande conviction de justifier son attaque contre le Conseil national de recherches, le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie a déclaré que le gouvernement allait investir un milliard de plus dans la recherche universitaire au cours des cinq prochaines années. Le ministre des Finances reconnaît-il qu'en réalité le gouvernement va y investir moins de 700 millions et seulement à la condition que le secteur privé en fasse autant? Reconnait-il que le gouvernement ne s'est nullement engagé à affecter un milliard à ce secteur?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député n'a sans doute pas compris la politique du gouvernement qui consiste à faire participer davantage le secteur privé aux efforts consacrés à la recherche et au développement. La nouvelle proposition que j'ai annoncée dans le dernier budget vise à favoriser une meilleure intégration au moyen de subventions de contrepartie grâce auxquelles les projets de recherche et de développement entrepris par le secteur privé en collaboration avec le secteur public répondront davantage aux besoins du marché. C'est certainement dans cette voie qu'il faut s'orienter en ce qui concerne la recherche et le développement.

L'IMPORTANCE DU FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie a induit la Chambre en erreur hier. Je demande au ministre des Finances de corriger...

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre. Le député n'a certainement pas voulu s'exprimer en ces termes. Je l'invite à reformuler sa question de façon à ne pas laisser entendre que l'erreur était intentionnelle.

• (1140)

M. Berger: Qui le ministre des Finances pense-t-il berner avec ce milliard fantôme? Va-t-il déposer le document prouvant que le gouvernement va investir un milliard dans la recherche universitaire? Où est-il? Peut-il le montrer à la Chambre et aux Canadiens?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, nous avons été suffisamment clairs. Nous avons

proposé au secteur privé de lui accorder des subventions correspondant au montant qu'il investit lui-même, en collaboration avec le secteur public, ce qui donnera un milliard de dollars de plus pour financer les projets de recherche et de développement. De cette façon, les projets tiendront bien davantage compte des réalités commerciales. Telle est la voie dans laquelle nous voulons nous orienter en ce qui concerne la recherche et le développement. Comme le député devrait le savoir, cette approche sera extrêmement efficace.

* * *

[Français]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE LIBRE-ÉCHANGE—LES MESURES PRISES PAR LES ÉTATS-UNIS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. John Parry (Kenora—Rainy River): Monsieur le Président, j'ai une question pour la ministre du Commerce extérieur.

Si cette dernière n'a pas cligné des yeux devant la position des États-Unis, comment va-t-elle réagir à la déclaration du directeur de l'Association manufacturière du bois du Québec qui a constaté que le tarif représente une somme plus élevée que la marge de profit de l'industrie elle-même? N'est-ce pas une provocation suffisante pour terminer ces discussions sur le libre-échange?

[Traduction]

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Non, monsieur le Président, ce n'est pas là une provocation suffisante pour que nous mettions fin à ces discussions. En quittant la table des négociations, nous exposerions tout simplement d'autres secteurs de cette industrie au même genre d'assaut. C'est ce que j'essaie de faire comprendre. Aussi longtemps que nous aurons le régime actuel qui permet aux États-Unis de renverser leur décision sur des produits d'échange importants comme le bois d'œuvre, nos industries seront menacées. Nos problèmes ne pourront être résolus à long terme que par de nouvelles règles inscrites dans un nouveau traité liant les signataires. On ne résoudra rien en abandonnant ou en quittant la table des négociations.

[Français]

L'ÉTABLISSEMENT D'UNE COMMISSION BILATÉRALE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. John Parry (Kenora—Rainy River): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser. Si la ministre ne veut pas mettre fin à ce genre de roulette russe qui met en jeu non seulement des emplois dans l'industrie du bois de sciage, mais également des emplois dans toute une autre gamme d'industries, va-t-elle dire aux Américains que le seul point qui doit rester à l'ordre du jour de ces discussions est l'établissement d'une commission bilatérale pour résoudre de telles questions, de tels programmes, de tels harcèlements des exploiters canadiens?